



FAQ Covid-19

Animation de la Vie Sociale

Version du 09/07/2020

De nombreuses structures AVS lors de la période de confinement, ont poursuivi ou redéployé leurs activités. Malgré la quasi-fermeture de l'accueil physique, ces structures avec leurs professionnels et bénévoles ont montré leur dynamisme et leur réactivité en matière de cohésion, de lien social avec les habitants et de solidarité en faveur des familles et des publics les plus fragiles et isolés.

Depuis le 11 mai 2020, et au regard du décret n°2020-548 du 11 mai 2020 qui fixait les autorisations de réouverture au public par type d'établissement, les centres sociaux et les espaces de vie sociale ont figuré parmi les premières structures à pouvoir reprendre progressivement l'accueil du public et des activités dans le respect des consignes sanitaires.

Le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 prescrit les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire auxquelles sont soumis les structures de l'AVS :

- Afin de ralentir la propagation du virus, les mesures d'hygiène et de distanciation, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites « barrières », définies au niveau national, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance.
- Les rassemblements, réunions, activités, accueils et déplacements ainsi que l'usage des moyens de transports sont organisés en veillant au strict respect de ces mesures.

Ces mesures sanitaires ne permettent pas une reprise complète des activités habituelles et les responsables des structures de l'AVS doivent organiser matériellement et humainement les adaptations nécessaires.

Afin de pallier les conséquences de ces mesures sur le niveau d'activité des centres sociaux et des espaces de vie sociale, le Conseil d'administration de la Cnaf a adopté le 3 juin des décisions relatives au maintien des financements¹.

Compte-tenu de l'évolution favorable du contexte sanitaire, dans sa séance du 7 juillet, le Conseil d'administration de la Cnaf a fixé le calendrier du maintien et du terme des financements², ainsi détaillé :

- jusqu'au 31 juillet 2020 : maintien des financements pour les équipements et services ouverts ou partiellement ouverts, ainsi que pour ceux fermés pour raisons sanitaires ;
- à compter du 1er août 2020 : les mesures de maintien des financements sont interrompues à l'exception des situations de fermeture pour raisons administratives ou de force majeure liées au Covid ;
- dans les départements actuellement en zone « orange », à Mayotte et en Guyane, les mesures de maintien des financements sont applicables jusqu'à 2 semaines après le passage en zone verte.

¹ Communiqué de presse Cnaf 3 juin 2020 : " Le conseil d'administration de la Cnaf vote une nouvelle aide à l'ouverture des places en crèche et le maintien des aides pour les services rouverts aux familles ".
http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Presse/Communiqu%C3%A9s%202020/nouvelle_aide_cr%C3%A8ches_cnaf.pdf

² Communiqué de presse Cnaf 8 juillet 2020 : " Vote du conseil d'administration de la Cnaf en faveur des familles en deuil, des équipements familiaux et du Plan Mercredi ".
http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Presse/Communiqu%C3%A9s%202020/ca_cnaf_familles_en_deuil....pdf

Sommaire des questions :

1. Consignes en matière de réouverture :	4
Quelles sont les consignes données aux structures d'animation de la vie sociale en période de crise sanitaire ?	4
2. Impact de la réouverture et de la reprise partielle d'activité sur les prestations de service d'animation de la vie sociale (Ps AVS) versées aux centres sociaux et aux espaces de vie sociale :	5
Comment la période de reprise partielle va être prise en compte dans le calcul du montant des Ps AVS ?	5
Les gestionnaires devront-ils apporter la preuve de la reprise d'activité ?	5
Pour les centres sociaux et espaces de vie sociale qui sollicitent du chômage partiel, le versement des Ps Animation Globale et Coordination (AGC), Animation Collective Famille (ACF), Animation Locale (AL) est-il maintenu ?	6
Les associations sont-elles éligibles à l'activité partielle ?	6
Quelles structures ne sont plus éligibles au maintien des prestations AGC, ACF pour les centres sociaux et de la prestation AL pour les espaces de vie sociale à partir du 15 juin ?	6
Quelles structures sont éligibles au maintien des prestations AGC, ACF pour les centres sociaux et de la prestation AL pour les espaces de vie sociale à partir du 15 juin ?	7
3. Autres aménagements exceptionnels des pratiques habituelles donnés au réseau des Caf dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19 :	8
Rétroactivité des agréments devant passer devant le Conseil d'administration des Caf	8
Renouvellement ou prolongation de convention	8
Comptes et rapports d'activité non votés des associations	8

1. Consignes en matière de réouverture :

Quelles sont les consignes données aux structures d'animation de la vie sociale en période de crise sanitaire ?

Depuis la publication du décret n°2020-548 du 11 mai qui fixait les autorisations de réouverture au public par type d'établissement, les centres sociaux et les espaces de vie sociale ont été autorisés à accueillir du public. Les responsables des établissements où se déroulent les activités des centres sociaux et des espaces de vie sociale veillent à la mise en œuvre des mesures d'hygiène et de distanciation. Ils se réfèrent aux différents guides édictés en fonction des activités concernées.

- ✓ Guide général : Fiches conseils métier du ministère du Travail destinées à l'employeur responsable de la santé et de la sécurité de ses salariés³.
- ✓ Guides Parentalité⁴, Petite enfance⁵ : Recommandations pour une reprise progressive des actions de soutien à la parentalité et des modes d'accueil du jeune enfant, guides ministériels élaborés par la Direction Générale de la Cohésion Sociale et la Direction Générale de la Santé.
- ✓ Protocole pour la réouverture des accueils collectifs de mineurs⁶ :

³ Fiches conseils métiers et guides pour les salariés et les employeurs- Ministère du travail. Disponible sur : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/protéger-les-travailleurs-les-emplois-les-savoir-faire-et-les-compétences/protéger-les-travailleurs/article/fiches-conseils-metiers-et-guides-pour-les-salariés-et-les-employeurs#problematisques>

⁴ Guide ministériel – Covid 19 – Phase 3 de la levée de confinement – Services de soutien à la parentalité -29 juin 2020. Disponible sur : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/deconfinement-guide-parentalite-covid-19.pdf>

⁵ Guide ministériel – Covid 19 – Phase 3 de la levée de confinement – Modes d'accueil du jeune enfant – 22 juin 2020. Disponible sur https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/deconfinement-phase3-guide-ministeriel-_modes-accueil-petite-enfance-covid-19.pdf

⁶ Protocole de réouverture des accueils collectifs de mineurs – 5 juin 2020. Disponible sur : http://jeunes.gouv.fr/IMG/pdf/protocole_accueils_sans_hebergement_050620vdef_mise_en_ligne_10_juin.pdf

2. Impact de la réouverture et de la reprise partielle d'activité sur les prestations de service d'animation de la vie sociale (Ps AVS) versées aux centres sociaux et aux espaces de vie sociale :

Comment la période de reprise partielle va être prise en compte dans le calcul du montant des Ps AVS ?

Pour les structures d'animation de la vie sociale, il a été décidé que jusqu'au 15 juin, les périodes de fermeture des structures sont neutralisées dans le calcul de la Ps, y compris si le gestionnaire mobilise le dispositif d'activité partielle.

A compter du 15 juin 2020, seules les structures d'animation de la vie sociale ayant réouvert au public partiellement ainsi que celles fermées, à la suite d'une décision administrative liée au Covid ou en cas de force majeure (ex/ cas de Covid), sont éligibles à la mesure de maintien de la Ps.

Compte-tenu de l'évolution favorable du contexte sanitaire, le calendrier du maintien et du terme des financements, est ainsi détaillé :

- jusqu'au 31 juillet 2020 : maintien des financements pour les équipements et services ouverts ou partiellement ouverts, ainsi que pour ceux fermés pour raisons sanitaires ;
- à compter du 1er août 2020 : les mesures de maintien des financements sont interrompues à l'exception des situations de fermeture pour raisons administratives ou de force majeure liées au Covid ;
- dans les départements actuellement en zone « orange », à Mayotte et en Guyane, les mesures de maintien des financements sont applicables jusqu'à 2 semaines après le passage en zone verte.

Pour ces situations particulières, un point sera fait d'ici fin septembre sur la mesure et la nécessité ou non de sa prolongation, au regard de l'évolution sanitaire, par délibération du conseil d'administration de la Cnaf.

Les gestionnaires devront il apporter la preuve de la reprise d'activité ?

⇒ NON

Non, il ne sera pas demandé de nouvelle pièce justificative sur ce point. Les différentes déclarations habituelles dans le dialogue de gestion avec la Caf suffisent.

Pour les centres sociaux et espaces de vie sociale qui sollicitent du chômage partiel, le versement des Ps Animation Globale et Coordination (AGC), Animation Collective Famille (ACF), Animation Locale (AL) est-il maintenu ?

⇒ OUI

C'est bien la proposition votée par le Conseil d'administration de la Cnaf pour les Ps AVS : l'aide au titre du chômage partiel ne s'oppose pas au maintien du calcul de la prestation de service pendant la période de réouverture progressive. Les coûts supportés par les gestionnaires durant la période de réouverture seront à valoriser normalement auprès de la Caf (salaires, abonnement téléphonique, loyer, etc.).

L'indemnisation des salaires à la suite de l'activité partielle apparaîtra bien sûr dans le compte de résultat lors de l'étude du solde de la subvention 2020.

Les associations sont-elles éligibles à l'activité partielle ?

⇒ OUI

Les associations figurent dans le champ des structures éligibles à l'activité partielle. Comme les entreprises, elles doivent respecter les motifs de recours prévus par la réglementation.

Les ressources spécifiques dont peuvent bénéficier les associations (subventions) conduisent à rappeler le principe selon lequel le recours à l'activité partielle ne saurait conduire à ce que leurs charges de personnel soient financées deux fois, une première fois par des subventions et une seconde fois par l'activité partielle.

Les demandes déposées par les associations qui bénéficient de subventions doivent donc respecter cette obligation. Des contrôles seront réalisés a posteriori et en cas de constat d'un financement en doublon, les subventions seront ajustées à la baisse.

Quelles structures ne sont plus éligibles au maintien des prestations AGC, ACF pour les centres sociaux et de la prestation AL pour les espaces de vie sociale à partir du 15 juin ?

À compter du 15 juin, les centres sociaux et les espaces de vie sociale qui restent totalement fermés, alors qu'ils ne font pas l'objet d'une fermeture administrative, ne sont plus éligibles aux mesures de maintien des prestations de service AGC, ACF, AL et doivent par conséquent à nouveau déclarer leur activité réelle.

Quelles structures sont éligibles au maintien des prestations AGC, ACF pour les centres sociaux et de la prestation AL pour les espaces de vie sociale à partir du 15 juin ?

À compter du 15 juin 2020, seuls les centres sociaux et les espaces de vie sociales suivants sont éligibles aux mesures de maintien des prestations de service :

- les structures ouvertes même partiellement et qui réalisent un accueil du public en présentiel, selon une amplitude horaire qui peut être aménagée,
- les structures fermées en raison d'un cas de force majeure (ex/ cas de Covid) ou d'une décision administrative liée à la crise sanitaire.

Compte-tenu de l'évolution favorable du contexte sanitaire, le calendrier du maintien et du terme des financements, est ainsi détaillé :

- jusqu'au 31 juillet 2020 : maintien des financements pour les équipements et services ouverts ou partiellement ouverts, ainsi que pour ceux fermés pour raisons sanitaires ;
- à compter du 1er août 2020 : les mesures de maintien des financements sont interrompues à l'exception des situations de fermeture pour raisons administratives ou de force majeure liées au Covid ;
- dans les départements actuellement en zone « orange », à Mayotte et en Guyane, les mesures de maintien des financements sont applicables jusqu'à 2 semaines après le passage en zone verte.

Pour ces situations particulières, un point sera réalisé d'ici fin septembre sur la mesure et la nécessité ou non de sa prolongation, au regard de l'évolution sanitaire, et ce par délibération du conseil d'administration de la Cnaf.

La poursuite d'une activité à distance pourra être réalisée par les structures AVS, en particulier celles qui ne peuvent rouvrir que partiellement.

3. Autres aménagements exceptionnels des pratiques habituelles donnés au réseau des Caf dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19 :

Les instructions suivantes ont été données aux Caf pour adapter les activités de contrôle interne en action sociale. Celles-ci sont susceptibles d'évoluer en fonction de la durée de la crise sanitaire et de ses impacts sur les activités des Caf.

Rétroactivité des agréments devant passer devant le Conseil d'administration des Caf

En cas d'examen de nouvel agrément des prestations de service dédiées aux centres sociaux et espaces de vie sociale, la rétroactivité maximale tolérée par la Caf est étendue de 3 à 6 mois, tant qu'elle reste dans la limite du 1^{er} janvier de l'année 2020. Cette disposition vaut seulement pour l'année 2020.

Renouvellement ou prolongation de convention

Pour les structures en renouvellement d'agrément, la situation de confinement a pu stopper les démarches participatives avec les habitants pour redéfinir les projets sociaux des équipements. La contrainte sanitaire pour l'organisation de réunion publique depuis le 11 mai peut rendre difficile la reprise de ces démarches participatives et le respect des délais prévus pour examen par les services des Caf et le vote de nouvel agrément en CA de Caf.

Afin de donner la possibilité de réaliser pleinement ces démarches participatives dans la définition des projets, les Caf dans le cadre de leur dialogue et accompagnement des centres sociaux et des Evs, peuvent prolonger pour une période limitée l'agrément en cours. Cela supposera un accord du Conseil d'administration de la Caf, qui permettra l'établissement d'un avenant à la convention d'objectifs et de financement existante.

Pour les versements des acomptes 2020 de la part de la Caf, en cas de vide conventionnel, la situation de crise sanitaire génère un risque particulier pour les structures en difficulté de trésorerie.

C'est pourquoi, dans ces hypothèses, il a été préconisé aux Caf de rédiger un avenant de prolongation d'un an avec comme seule pièce justificative une attestation de non-changement. La signature scannée de cet avenant est tolérée à titre dérogatoire.

Comptes et rapports d'activité non votés des associations

Afin d'éviter des retards de paiement de Ps correspondant à l'exercice 2019, les partenaires associatifs ont la possibilité d'adresser, comme pièce justificative, des comptes et des rapports d'activité non approuvés en assemblée générale, celle-ci ayant pu être repoussée du fait de la crise sanitaire.